Réflexion menée par Acat-Burundi sur le rôle joué par la communauté internationale dans la crise politique que vit le Burundi

Acat-Burundi a organisé en date du 21 août 2017 un atelier d'échanges sur le rôle de la communauté internationale dans le règlement de la crise politique que vit le Burundi depuis la proclamation du troisième mandat illégal du Président Nkurunziza Pierre au mois d'avril 2015.

Cet atelier a vu la participation des différents acteurs de la société civile burundaise dont la plupart sont exil.

Acat-Burundi a salué les efforts consentis par la communauté internationale pour dénouer la crise burundaise .Un accent a été mis sur les différentes résolutions adoptées par les organes des Nations Unies mais aussi par l'Union africaine bien que la mise en application de ces résolutions n'a pas été effective suite au refus de collaboration du gouvernement du Burundi , ainsi que de la mise en place et soutien d'une médiation pour la résolution de la crise politique sous les égides de la communauté de l'Afrique de l'est.

L'objectif principal de l'atelier était de revoir ensemble les apports de la communauté internationale mais aussi réfléchir aux autres actions à proposer pour améliorer les interventions de la communauté internationale.

Les participants à l'atelier ont fait une distinction entre la communauté internationale qui défend la démocratie et celle qui défend ses intérêts et ils ont suggéré que les actions de plaidoyer de la société civile burundaise devraient s'orienter vers la communauté internationale qui défend la démocratie.

Des recommandations ont été formulées à l'endroit d'eux-mêmes et de la communauté internationale.

- ✓ **A l'endroit de la société civile**

- Plaider pour l'édification d'une classe politique respectueuse des principes démocratiques et du respect des droits de l'homme et exiger qu'elle rende compte de ses actions à la population,

- Montrer à la médiation de l'Afrique de l'est le rôle joué par le pouvoir de Bujumbura dans la destruction de l'armée nationale et exiger un retour à l'ordre,

- Dénoncer davantage la collaboration qui est entre les corps de défense et de sécurité avec les miliciens imbonerakure dans la répression des opposants et dans l'intimidation de la population,

- Les OSCs devraient rester fermes dans leur mission malgré la déstabilisation par le pouvoir de Bujumbura et faire comprendre à la communauté

internationale les véritables enjeux de la crise politique au Burundi qui tournent aux appétits de Pierre Nkurunziza à vouloir monopoliser le pouvoir,

- Plaider pour la lutte contre l'impunité et la publication des résultats des états généraux de la justice tenus à Gitega en 2013,

- Montrer au gouvernement Suisse partenaire de la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) les lacunes de cette dernière,

- Effectuer des analyses critiques dans les différents secteurs de la vie et proposer des recommandations pour l'amélioration de ces secteurs,

- Continuer à faire le monitoring des violations des droits de l'homme.

✓ **A l'endroit de la communauté internationale**

- S'impliquer activement dans la résolution pacifique de la crise politique au Burundi et exiger que le gouvernement participe aux négociations sans conditions,

- Imposer un embargo économique au pouvoir de Nkurunziza s'il continue à résister à aller dans les négociations organisées par la communauté de l'Afrique de l'est,

- Exiger que les accords d'Arusha et la constitution restent la base de négociation pour l'issue de la crise politique,

- Suivre les violations des droits de l'homme en cours et recourir aux mécanismes de protection des droits de l'homme en l'occurrence la CPI,

- Revoir la manière de mise en application des différentes résolutions qui sont toujours utiles pour le Burundi,

- Rester au côté de la population burundaise qui est dans l'extrême pauvreté et qui a besoin d'être appuyé,

- Veiller à la participation des éléments intègres des corps de défense et de sécurité burundais dans les forces de maintien de la paix en Somalie et en Centrafrique.